



BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JEUNESSE,
DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE

● **Convention type concernant
les périodes de formation
en milieu professionnel à l'étranger
des élèves en formation professionnelle
de niveaux V et IV**

ENCART
B.O. n°44
du 27-11-2003

CONVENTION TYPE CONCERNANT LES PÉRIODES DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL À L'ÉTRANGER DES ÉLÈVES EN FORMATION PROFESSIONNELLE DE NIVEAUX V ET IV

C. n° 2003-203 du 17-11-2003

NOR : MENE0302367C

RLR : 523-3a

MEN-DESCO A7

*Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ;
aux déléguées et délégués académiques aux enseignements
techniques ; aux déléguées et délégués académiques
aux relations internationales et à la coopération*

■ La présente circulaire a pour objet de vous présenter la convention type ci-jointe (avec sa traduction en anglais, allemand, espagnol et italien), et de situer cette convention dans le contexte plus large de la mobilité professionnelle des élèves à l'étranger.

À l'heure où l'on assiste à un fort développement de l'ouverture internationale, et notamment européenne, de nos formations, il a semblé en effet opportun de proposer aux établissements un cadrage national de ces périodes à l'étranger, qui puisse en faciliter l'accomplissement et permettre ainsi de favoriser au mieux les conditions de mobilité des élèves.

Ce cadrage est évidemment susceptible

d'aménagements en fonction du public concerné et des spécificités locales et régionales en France et dans le pays d'accueil, tout en respectant les dispositions juridiques applicables aux périodes de formation à l'étranger.

La circulaire présente également en annexe les références des textes réglementaires cités, ainsi que des ressources documentaires signalées dans le texte par un astérisque (*).

I - La convention type relative aux périodes de formation en milieu professionnel à l'étranger des élèves en formation professionnelle de niveaux V et IV

Cette convention est une adaptation pour l'étranger de la convention type relative à la formation en milieu professionnel des élèves de lycées professionnels du 15 octobre 1996.*

Le champ géographique concerné recouvre l'Europe, communautaire et non communautaire, ainsi que tous les autres pays étrangers par rapport à la France.

Le public visé par la convention est celui des élèves qui suivent une formation professionnelle dans un établissement public ou privé sous contrat en vue de l'obtention d'un diplôme, ou de la reconnaissance d'une qualification de niveaux V et IV.

Sous réserve d'adaptations relatives à leur statut, la convention type peut-être applicable aux étudiants des sections de technicien supérieur en stage en entreprise, ainsi qu'aux élèves préparant un diplôme de l'enseignement technologique qui comporte une période de formation en milieu professionnel obligatoire.

Il est rappelé que tous les élèves qui suivent une formation professionnelle, diplômante ou non, comportant obligatoirement une période de formation en entreprise, peuvent effectuer celle-ci en tout ou partie à l'étranger, dès lors qu'elle répond aux critères fixés par l'article D. 412-6 * du code de la sécurité sociale (le stage doit figurer au programme de l'enseignement et mettre en pratique, hors de l'établissement, l'enseignement dispensé par celui-ci).

Si la période à l'étranger ne relève pas d'une politique de l'établissement (dans le cadre des programmes européens ou des sections européennes par exemple), mais du choix personnel d'un élève, celui-ci, ou sa famille s'il est mineur, doit demander au chef d'établissement l'autorisation d'effectuer ce stage.

La période à l'étranger n'est donc pas une obligation, mais une possibilité soumise à certaines conditions spécifiques au domaine international, que la convention type s'efforce de prendre en compte.

Les conditions juridiques de travail (articles 4,5,6,7 de la convention type)

Tous les élèves en stage à l'étranger sont soumis à la législation du travail en vigueur dans le pays d'accueil.

En ce qui concerne les mineurs, il faut distinguer les pays de l'Union européenne des autres pays :

- au sein de l'Union européenne : les élèves mineurs (moins de dix-huit ans) sont soumis aux dispositions de la directive européenne 94/33/CE du 22 juin 1994* sur la protection des jeunes au travail, en matière de durée et d'horaires de travail et en matière de sécurité ;

- dans les autres pays, l'élève considéré comme mineur dans le pays d'accueil est soumis à la législation de ce pays relative aux mineurs, lorsqu'elle existe.

En l'absence de toute réglementation protectrice du pays d'accueil, des dispositions protectrices doivent être prises **par voie conventionnelle** entre l'établissement scolaire et l'entreprise ou l'organisme d'accueil. Ainsi, comme la procédure de dérogation par l'inspection du travail à l'interdiction d'utiliser des machines ou produits dangereux n'est pas applicable à l'étranger, la convention peut interdire l'utilisation de certains d'entre eux si l'établissement scolaire le juge nécessaire (à préciser dans l'annexe pédagogique).

Tous ces points sont mentionnés dans les articles 4, 5 et 6 (relatifs aux mineurs) et 7 de la convention type.

La couverture accidents du travail (article 8)
Les stagiaires continuent à bénéficier de la législation française sur les accidents du travail dans les conditions définies par la note de service n° 88-021 du 26 janvier 1988 *, à condition que le stage n'excède pas six mois.

Le chef d'établissement scolaire doit faire une demande de maintien du droit aux prestations françaises auprès de la caisse primaire d'assurance maladie dont il relève, accompagnée de la convention de stage dûment remplie.

Après vérification de la demande, la caisse primaire délivre à l'établissement une attestation de prise en charge, immatricule l'élève stagiaire et lui fournit une "feuille de soins dispensés à l'étranger".

Il est à noter que le règlement des soins dispensés à l'étranger est à avancer par l'élève. Les chefs d'établissement devront en informer les élèves et leur famille.

Les stages à l'étranger étant assimilés à une

mission professionnelle par la lettre du ministre des affaires sociales et de l'emploi, reprise par la circulaire du 26 janvier 1988 précitée, les élèves stagiaires pourront bénéficier de la législation sur les accidents du travail dans tous les cas où ils peuvent être considérés, au regard de la jurisprudence applicable en la matière, comme étant "sous la subordination de l'employeur". Ce sera notamment le cas des élèves hébergés sur le lieu de stage, pour tout accident lié aux activités de l'entreprise.

Les dommages ne répondant pas à ce critère de "subordination" (accident survenant alors que l'élève, à l'intérieur de l'entreprise où il est hébergé, ne se livre à aucune activité liée à la profession), ne sont pas couverts par la législation sur les accidents du travail.

Les assurances (article 9)

a) Dommages liés aux activités professionnelles
Les dommages matériels que les élèves pourraient causer dans l'entreprise d'accueil sont normalement couverts par l'assurance responsabilité civile prise par le chef d'établissement scolaire, à condition que cette assurance couvre également les activités de l'élève à l'étranger qui s'exercent :

- soit au sein de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil ou de façon itinérante hors du lieu d'accueil ;
- soit dans le cadre d'activités organisées par l'établissement lors du séjour (regroupements d'élèves par les professeurs par exemple, **sur un lieu autre que celui du stage**).

Le chef d'établissement doit informer l'assureur de cette extension de l'assurance à l'étranger, et acquitter éventuellement une prime complémentaire correspondante.

b) Dommages causés ou subis en dehors des activités professionnelles

Ni la responsabilité de l'entreprise d'accueil ni celle de l'établissement scolaire ne sauraient être engagées pour les dommages survenant en dehors des activités professionnelles. Les assurances nécessaires doivent donc être souscrites par les familles.

Cette assurance doit être mentionnée dans

l'annexe financière à la convention.

L'attention des familles doit être attirée sur l'intérêt de souscrire une assurance couvrant non seulement le risque de dommage causé par l'élève mais également le risque de dommage subi par lui. À cet égard, les parents, pour connaître le degré réel de couverture des risques dont ils peuvent bénéficier au titre d'une éventuelle police d'assurance "multirisques familiale" dont ils seraient par ailleurs déjà titulaires, ont intérêt à vérifier attentivement avec leur assureur habituel les conditions prévues dans de tels contrats, notamment la couverture des risques de dommages encourus à l'étranger.

N.B. - Les dispositions relatives aux dommages (corporels ou matériels) causés ou subis par les élèves en dehors de leurs activités professionnelles ne concernent pas l'entreprise ou l'organisme d'accueil. Il paraît néanmoins utile de les mentionner dans la convention (articles 8 et 9) pour en informer le responsable de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil de l'élève.

La discipline (article 10)

Le comportement de l'élève est un élément important de la réussite de son stage.

Lorsque ce comportement s'avère incompatible avec le maintien de l'élève dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil, l'établissement scolaire devra procéder dans les meilleurs délais à son rapatriement en France. Il appartient à l'établissement scolaire de prendre en charge les frais afférents à ce retour anticipé, à charge ensuite pour lui de se retourner le cas échéant contre les parents pour le remboursement des frais exposés. L'attention des familles doit être particulièrement attirée sur ce point, préalablement au départ de l'élève.

Les conditions pédagogiques (annexe pédagogique)

L'établissement scolaire dont les élèves effectuent une période de formation en milieu professionnel à l'étranger doit être en mesure de mettre en œuvre les conditions d'encadrement des élèves à l'occasion de leur séjour à l'étranger dans le respect des dispositions de la circulaire du 26 juin 2000 sur l'encadrement des élèves de

niveaux V et IV des lycées.*

J'attire spécialement votre attention sur l'importance particulière que revêt la préparation pédagogique de l'élève à son séjour à l'étranger, tant sur le plan de l'information à lui donner sur le contexte économique, social, culturel... du pays d'accueil, que sur le plan du comportement qu'il doit adopter lors de son séjour. Quelques conseils et mises en garde dans ce domaine permettraient sans doute d'éviter les problèmes évoqués au point 10 de la convention (discipline).

Il importe également de remplir l'annexe pédagogique de la convention en précisant les activités suivies par l'élève dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil, et les modalités du suivi de l'élève et de reconnaissance de la période, éventuellement sous forme d'une évaluation de l'élève par son ou ses professeurs et par le tuteur de stage étranger.

En cas d'impossibilité de visites de suivi de l'élève par les professeurs de son établissement, pour des raisons financières ou de trop grand éloignement, le suivi et l'évaluation éventuelle peuvent être réalisés par un professeur d'un établissement relais dans le pays d'accueil, ce qui suppose des contacts préalables et un partenariat inter-établissements à mettre en place (voir point II).

Le suivi de l'élève peut en outre être assuré à distance, au moyen des technologies de l'information et de la communication.

L'évaluation de la période peut prendre diverses formes, selon la nature de la formation suivie ou la place de la période à l'étranger dans le cursus de l'élève. Lorsqu'il s'agit d'évaluation certificative réalisée en milieu professionnel (par exemple au baccalauréat professionnel), celle-ci doit répondre aux critères définis dans le règlement d'examen du diplôme considéré.

Il y a donc lieu de mesurer au préalable les difficultés éventuelles de mise en œuvre d'une telle évaluation, qui pourraient justifier le choix de la période en milieu professionnel à l'étranger à un autre moment de l'année scolaire, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Je vous rappelle en outre que les périodes effectuées dans l'Union européenne peuvent donner lieu à deux types d'attestation :

- l'Europass-Formation, document communautaire attestant que son détenteur a accompli un ou plusieurs parcours européens de formation professionnelle (dispositions réglementaires publiées dans le B.O. n° 33 du 23 septembre 1999 - il existe également un site Europass consultable en ligne*) ;

- l'attestation Europro, jointe aux diplômes professionnels à la suite d'une évaluation organisée par l'établissement scolaire à l'issue de la période à l'étranger, qui valide les acquis des élèves au cours de leur mobilité européenne (arrêté du 16 avril 2002*).

La perspective de ces attestations, qui sont une forme de reconnaissance de la période à l'étranger, peut être prise en compte dans l'annexe pédagogique.

Les conditions financières (annexe financière)
Les conditions financières sont précisées dans l'annexe financière, en matière de conditions de prise en charge des frais d'hébergement, de restauration et de transport des élèves, et en matière d'assurances, avec les coordonnées des polices d'assurances de l'établissement scolaire et des familles à indiquer.

N.B. - Dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, les élèves stagiaires sont nourris et, le cas échéant, hébergés par l'entreprise ou l'organisme d'accueil, ou aux frais de celle-ci.

II - Le contexte de la mobilité : conditions générales de séjour à l'étranger

En dehors des activités professionnelles des élèves en milieu professionnel formalisées par la convention, la préparation et le séjour des élèves à l'étranger nécessitent un certain nombre de démarches de la part de l'établissement scolaire et de l'élève ou de sa famille.

Les quelques indications ci-après visent donc à faciliter la mise en œuvre de la mobilité sur les points suivants :

Les modalités de sortie du territoire français
Il y a lieu de respecter très attentivement les

formalités préalables, afin d'éviter les difficultés au moment du passage de la frontière. Il convient en particulier de s'assurer avant le départ que l'élève stagiaire est en possession des documents nécessaires qui lui permettent de franchir les différentes étapes du voyage (entrée dans le pays de destination, passage par les pays de transit, retour en France).

S'agissant plus spécifiquement des mineurs, leur sortie du territoire français est subordonnée à une autorisation expresse des parents. Le tableau annexé à la circulaire du 20 mars 2002 relative aux modalités d'inscription et de scolarisation des élèves de nationalité étrangère * fait le point sur les documents requis, dans le cadre de la réglementation actuelle, en matière de circulation transfrontalière en fonction, d'une part de leur nationalité (ressortissants ou non d'un pays de l'Union européenne) et, d'autre part, des pays de destination.

Pour les visas, il faut se renseigner auprès du consulat du pays de destination sur les exigences d'entrée et de séjour pour la nationalité considérée.

Le financement de la mobilité

Les périodes à l'étranger ne bénéficient pas d'un financement spécifique de la part de l'État. Il appartient donc à l'établissement scolaire de rechercher les diverses sources de financement possibles, en commençant par mobiliser les crédits disponibles dans son établissement.

Les principaux financements viennent des fonds européens, par le biais du programme Leonardo da Vinci,* qui donne une contribution financière aux établissements sélectionnés à l'issue d'une procédure de candidatures faisant l'objet d'un appel à propositions pluriannuel. Une note de service ministérielle relative à cet appel à propositions est publiée tous les ans au B.O. au moment de la rentrée scolaire (la dernière note est parue au B.O. n° 31 du 28 août 2003).

En complément ou indépendamment de ces fonds européens, d'autres financements peuvent être recherchés auprès des collectivités locales ou régionales, ou auprès des entreprises

ou des branches professionnelles partenaires de l'établissement. Ces financements auraient intérêt à être pérennisés par des conventions ou accords de partenariats avec les conseils régionaux, ou le milieu professionnel environnant. Des bourses sont également accessibles dans le cadre de coopération bilatérale entre deux pays.

Les établissements relais à l'étranger

Pour assurer l'accompagnement pédagogique de l'élève en entreprise, et éventuellement son évaluation, il conviendrait de s'appuyer sur des établissements scolaires de référence dans le pays d'accueil. Des renseignements peuvent être demandés à ce sujet auprès d'un réseau "Euroguidance", consultable en ligne*, réunissant des centres nationaux de ressources pour l'orientation professionnelle en Europe et chargé notamment de promouvoir la mobilité européenne.

Les entreprises d'accueil étrangères

Les établissements peuvent orienter leurs recherches vers les organismes consulaires, en particulier les chambres de commerce et d'industrie "franco-étrangères", ou entreprendre des démarches auprès d'entreprises françaises bien implantées à l'étranger. Ils peuvent également identifier des entreprises étrangères situées dans leur région, susceptibles de les aider à trouver un stage dans leur pays d'origine. Sur tous ces points relatifs aux recherches de financements, d'entreprises ou d'établissements scolaires à l'étranger, ainsi que sur les conditions de participation au programme Leonardo, les établissements peuvent s'adresser aux délégués académiques aux relations internationales et à la coopération (DARIC) implantés dans les rectorats, qui sont les mieux à même de leur fournir tous renseignements et conseils utiles. Sur les mêmes thèmes, peut en outre être consulté sur les sites académiques un "guide des programmes et des aides à la mobilité" élaboré par la direction des relations internationales et de la coopération,* qui réunit un maximum d'informations sur les différents organismes susceptibles d'aider les établissements dans leurs démarches.

La mise en place d'un centre de ressources au niveau académique, tel qu'il en existe déjà dans quelques académies, contribuerait également à faciliter la mise en œuvre de la mobilité.

Pour le ministre de la jeunesse,
de l'éducation nationale et de la recherche
et par délégation,
Le directeur de l'enseignement scolaire
Jean-Paul de GAUDEMAR

** Références signalées en annexe.*

Annexe

Textes de référence

- **Décret n° 85-1045 du 27 septembre 1985** relatif à la couverture des accidents du travail des élèves et étudiants - JO du 29-9-1985 (codifié sous l'article D. 412-6 du code de la sécurité sociale).

- **Directive 94/33/CE du Conseil du 22 juin 1994** relative à la protection des jeunes au travail (cf. article 7.3 sur les interdictions de travail et articles 8, 9, 10 sur les temps de travail et de repos), publiée au JO des Communautés européennes du 20-8-1994.

Pour accéder au JO : faire <http://www.legifrance.gouv.fr> rubrique "les publications officielles - le JO de l'Union européenne", puis site [eur-lex](http://eur-lex.europa.eu) : rechercher le type de document (directive), l'année (1994) et le numéro (33).

- **Note de service n° 88-021 du 26 janvier 1988** relative à la couverture des accidents du travail survenant aux élèves et étudiants qui effectuent

un stage non rémunéré à l'étranger - B.O. du 25 février 1988.

- **Note de service n° 96-241 du 15 octobre 1996** relative à une convention-type sur la formation en milieu professionnel des élèves de lycées professionnels - B.O. du 24-10-1996 (une version actualisée de la convention est consultable sur le site Éduscol du ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche).

- **Circulaire du 26 juin 2000** relative à l'encadrement des périodes en entreprise dans les formations professionnelles des niveaux V et IV des lycées - B.O. du 29 juin 2000.

- **Note de service n° 99-132 du 15-9-1999** relative au parcours européen de formation "Europass-formation" - B.O. du 23-9-1999.

- **Arrêté du 16 avril 2002** relatif à la création de l'attestation Europo - JO des 29 et 30 avril 2002.

- **Circulaire n° 2002-063 du 20-3-2002** relative aux modalités d'inscription et de scolarisation des élèves de nationalité étrangère des premier et second degrés, et tableau annexé - B.O. du 28 mars 2002.

Documents et informations consultables en ligne

- **Documents (et toutes informations) sur le programme Leonardo** sur le site de l'Agence nationale Socrates-Leonardo da Vinci : www.socrates-leonardo.fr

- **Site Europass-Formation** : www.europass-France.org

- **Réseau Euroguidance pour la recherche d'établissements scolaires partenaires** : www.euroguidance-France.org

- **Guide d'aide à la mobilité** réalisé par la DRIC : consultable sur les sites académiques.

CONVENTION
PÉRIODES DE FORMATION EN MILIEU PROFESSIONNEL À L'ÉTRANGER DES ÉLÈVES
EN FORMATION PROFESSIONNELLE DE NIVEAUX V ET IV

Entre l'entreprise (ou l'organisme) ci-dessous désigné(e)

Nom de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil :

Adresse du lieu d'accueil de l'élève :

Pays :

Domaine d'activités de l'entreprise :

N° tél.

n° télécopieur :

N° d'immatriculation de l'entreprise (si nécessaire) :

mél. :

Représenté(e) par : nom

Fonction :

et l'établissement

Nom et adresse :

N° tél.

n° télécopieur :

représenté par son chef d'établissement :

mél. :

CPAM dont relève l'établissement :

Concernant l'élève

Prénom :

Nom :

Date de naissance :

Nationalité :

Section :

Adresse personnelle :

Pour la durée

du

au

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice de l'élève désigné, de périodes de formation en milieu professionnel réalisées à l'étranger dans le cadre de l'enseignement professionnel.

La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière.

Article 2 - Modalités

Les modalités pédagogiques de la période de formation en milieu professionnel sont définies dans l'annexe pédagogique.

Les modalités de prise en charge des frais afférents à la période, ainsi que les modalités d'assurances, sont définies dans l'annexe financière.

La convention accompagnée de ses annexes est signée par le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil de l'élève. Elle est également visée par l'élève et, s'il est mineur, par son représentant légal. Elle doit en outre être portée à la connaissance des enseignants et du tuteur en entreprise chargés du suivi de l'élève.

La convention est ensuite adressée à la famille pour information.

Article 3 - Statut de l'élève

L'élève stagiaire demeure sous statut scolaire durant sa formation en milieu professionnel. Il reste sous l'autorité et la responsabilité du chef de l'établissement scolaire.

Il ne peut prétendre à aucune rémunération de l'entreprise. Une gratification peut lui être versée. L'élève stagiaire est associé aux activités de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil concourant directement à l'action pédagogique. Il est tenu au respect du secret professionnel.

Il est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil, notamment en matière de sécurité, de discipline et d'horaires sous réserve des dispositions des articles 4 et 5 de la présente convention.

Article 4 - Durée de travail

Tous les élèves stagiaires sont soumis aux durées quotidienne et hebdomadaire légales en vigueur dans le pays d'accueil.

Article 5 - Durée et horaires de travail des mineurs

Pour les élèves stagiaires mineurs dans un pays de l'Union européenne, sont appliquées les dispositions relatives aux temps de travail et de repos de la directive européenne 94/33/CE du 22 juin 1994 sur la protection des jeunes au travail.

Dans les autres pays, lorsque sont définies des durées quotidienne et hebdomadaire de travail pour les mineurs, l'entreprise ou l'organisme d'accueil doit appliquer ces durées aux stagiaires considérés comme mineurs dans le pays d'accueil.

Les heures supplémentaires et le travail de nuit leur sont interdits.

Ils doivent bénéficier d'un repos hebdomadaire de 2 jours, si possible consécutifs.

Article 6 - Sécurité-travaux interdits aux mineurs

En cas d'utilisation de machines, appareils ou produits dangereux par des élèves stagiaires, l'entreprise est tenue de demander les autorisations nécessaires selon la réglementation du pays d'accueil.

Pour les élèves stagiaires dans un pays de l'union européenne, sont appliquées les dispositions relatives aux travaux interdits de la directive européenne 94/33/CE du 22 juin 1994 sur la protection des jeunes au travail.

Les élèves autorisés à utiliser des machines, appareils ou produits dangereux ou à effectuer des travaux qui leur sont normalement interdits ne doivent réaliser ces tâches qu'avec l'autorisation et sous le contrôle permanent du tuteur.

En l'absence de toute réglementation protectrice du pays d'accueil, les stagiaires de moins de dix-huit ans ne peuvent effectuer de travaux mettant en jeu leur santé et leur sécurité.

Article 7 - Sécurité électrique

Les élèves stagiaires ayant à intervenir au cours de leur période sur des installations et des équipements électriques ou à leur voisinage, y sont autorisés selon la réglementation en vigueur dans le pays d'accueil.

Outre la formation aux risques électriques assurée par l'établissement scolaire, une information doit être donnée par l'entreprise d'accueil sur les risques relatifs à ses installations, préalablement à toute intervention des stagiaires sur les équipements en question.

Article 8 - Couverture accidents du travail

Les stagiaires continuent à bénéficier à l'étranger de la législation française sur les accidents du travail.

En cas d'accident à l'étranger, l'élève stagiaire ou, en cas d'impossibilité, le tuteur, avise dans les meilleurs délais le chef de l'établissement scolaire ou la personne de contact. Dès réception, le chef d'établissement établit la déclaration d'accident et l'envoi à la caisse primaire d'assurance maladie compétente.

Dans l'hypothèse d'un hébergement de l'élève sur le lieu de stage, tout accident lié aux activités de l'entreprise d'accueil sera couvert au titre de la législation sur les accidents du travail. Cette couverture ne joue pas, en revanche, pour les accidents dénués de tout lien avec l'activité de l'entreprise.

Article 9 - Responsabilité et assurances

Le chef d'établissement scolaire contracte une assurance couvrant la responsabilité civile de l'élève pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée ou à l'occasion de son stage dans l'entreprise étrangère.

Les dommages survenant en dehors de l'entreprise d'accueil et lors d'activités extérieures à la profession ne sont couverts ni par la législation sur les accidents du travail ni par l'assurance susvisée souscrite par le chef d'établissement

scolaire. En conséquence, il appartient aux familles de souscrire une assurance qui doit couvrir aussi bien les dommages causés que ceux subis par les élèves.

Article 10 - Discipline

Le chef d'établissement et le représentant de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil de l'élève se tiendront mutuellement informés des difficultés (notamment liées aux absences de l'élève) qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions nécessaires pouvant aller jusqu'au retour de l'élève, notamment en cas de manquement à la discipline. Il appartiendra à l'établissement, dans cette hypothèse, de prendre en charge les frais afférents au retour, à charge ensuite pour lui d'en réclamer le cas échéant le remboursement aux parents.

Article 11 - Périodes de formation pendant les vacances

Les présentes dispositions sont applicables aux périodes de formation en milieu professionnel effectuées en partie durant les vacances scolaires antérieures à l'obtention du diplôme, dans les conditions définies par le règlement particulier du diplôme.

Article 12 - Durée de la convention

La présente convention est signée pour la durée de la période en milieu professionnel définie dans l'annexe pédagogique.

Article 13 - Visa du conseil d'administration

La présente convention est conforme à la convention type approuvée par le conseil d'administration de l'établissement du....

Annexe

PÉDAGOGIQUE

Diplôme préparé ou formation suivie :

Nom et prénom de l'élève :

Classe :

Date de naissance :

Adresse de l'élève dans le pays étranger :

Nom du ou des professeurs chargé(s) d'assurer le suivi, et discipline enseignée :

Nom du tuteur :

Fonction :

Dates de la période :

1. Horaires de travail : (à remplir par l'entreprise)

	HORAIRES DÉTAILLÉS MATIN ET APRÈS-MIDI	REMARQUES ÉVENTUELLES
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche		
	Total hebdomadaire	

Travail de nuit d'un élève majeur : L'élève X est autorisé / n'est pas autorisé à effectuer un travail de nuit, de telle heure à telle heure (à décider par le chef d'établissement scolaire).

2. Activités prévues en milieu professionnel en liaison avec les objectifs de la formation :
(à remplir par l'équipe pédagogique)

3. Activités à réaliser dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil :
(à remplir par le tuteur en entreprise)

4. Modalités de suivi et de concertation professeur / tuteur :

5. Modalités de reconnaissance de la formation en entreprise :
(attestation de présence, fiche d'évaluation, rapport de stage, évaluation comptant pour l'obtention du diplôme selon le règlement d'examen, attestation Europass-formation, attestation Europro...)

A

nnexe

FINANCIÈRE

Nom et prénom de l'élève :

Classe :

HÉBERGEMENT

L'entreprise ou l'organisme d'accueil prend en charge les frais d'hébergement : OUI - NON

Montant réel ou forfaitaire :

RESTAURATION

L'entreprise ou l'organisme d'accueil prend en charge les frais de restauration : OUI - NON

Montant réel ou forfaitaire :

TRANSPORT (Mettre une croix)

L'élève utilise :

☐ le bus

☐ sa voiture

☐ le train

☐ autre moyen

Le lycée prend en charge les frais de transport : OUI - NON

Montant réel ou forfaitaire :

L'entreprise ou l'organisme d'accueil prend en charge les frais de transport : OUI - NON

Montant réel ou forfaitaire :

ASSURANCES

Établissement scolaire (pour les activités professionnelles de l'élève en milieu professionnel)

Famille de l'élève (pour les activités de l'élève non liées à sa période en milieu professionnel)

SIGNATURES

Fait, le

Fait, le

Le responsable de l'entreprise
ou de l'organisme d'accueil (signature et cachet)

Le chef de l'établissement scolaire

Vu et pris connaissance, le

Vu et pris connaissance, le

Le représentant légal de l'élève mineur

L'élève

**Training agreement
for a placement abroad for level V and IV students in vocational training**

Between the company (or organisation) designated below:

Name of the host company or organisation:

Address of the premises at which the student will be working:

Country:

Company's field of expertise:

Telephone number:

Fax number:

Company registration number (if required):

e-mail:

Represented by: Name:

Position:

And the school

Name and address:

Telephone number:

Fax number:

Represented by the head of school:

e-mail:

Medical Insurance Centre covering the school:

For the student:

First name:

Last name:

Date of birth:

Nationality:

Class :

Home address:

For the period:

from

to

Article I: aim of the agreement

The aim of this agreement is to set up, for the benefit of the designated student, training periods in a workplace abroad, within the context of vocational training.

The agreement includes general provisions, with specific provisions indicated in the pedagogical and financial appendices.

Article 2: terms

The educational terms of the training period in the workplace are defined in the **pedagogical** appendix.

The terms for the payment of costs pertaining to the training period, as well as insurance terms, are defined in the **financial appendix**.

The agreement, together with its appendices, is signed by the head of the school and the representative from the host company or organisation. It is also signed by the student and, if he or she is under the age of 18, by his or her legal representative. It must also be shown to the teachers and company tutor responsible for monitoring the student's progress.

The agreement is then sent to the family for information.

Article 3: status of the student

The trainee retains his student status during his training period in a workplace. He remains under the authority and responsibility of the head of the school.

He may not claim any salary from the company. However, he may receive payment at the company's discretion.

The trainee is involved in the activities of the host company or organisation, which have a direct link with his studies. He is bound to professional secrecy.

He is subject to general rules applying in the host company or organisation, particularly with regard to safety, discipline and working hours, subject to the provisions of articles 4 and 5 of this agreement.

Article 4: working hours

All trainees are subject to legal daily and weekly working hours in force in the host country.

Article 5: working hours for trainees under the age of 18

For trainees under the age of 18 in a European Union country, the provisions relating to working hours and rest time included in the European Directive 94/33/CE dated June 22nd, 1994 on the protection of young people at work are applied.

In other countries, where daily and weekly working hours are defined for young trainees under the age of 18, the host company or organisation must apply these hours to trainees who are considered as workers under the age of 18 in the host country.

Overtime and night work are forbidden for trainees under the age of 18.

They must benefit from 2 days off work per week, when possible on consecutive days.

Article 6: safety and work forbidden to trainees under the age of 18

If trainees use machines, devices or dangerous products, the company must request the necessary authorisations, pursuant to regulations in force in the host country.

For trainees under the age of 18 in a European Union country, the provisions relating to work that is forbidden included in the European Directive 94/33/CE dated June 22nd, 1994 on the protection of young people at work are applied.

Students authorised to use machines, devices or dangerous products or to carry out tasks that are normally forbidden to them may perform such tasks only with the authorisation of their tutor, and under the latter's permanent control.

If no protective regulations exist in the host country, trainees under the age of eighteen may not carry out any work that could have a harmful effect on their health and safety.

Article 7: safety with regard to electrical installations

Trainees who are called on to work, during their training period, on electrical installations and equipment, or in their vicinity, are authorised to do so only in accordance with regulations in force in the host country.

In addition to training with regard to electrical hazards provided by the school, information must be given to trainees by the host company on the risks inherent to its installations, prior to any work being performed by trainees on the equipment in question.

Article 8: cover for accidents at work

When working abroad, trainees will continue to benefit from French legislation on accidents at work.

In case of an accident happening abroad, the trainee or, in case of impossibility, the tutor will inform the head of the school or the contact person as soon as possible. On reception of the information, the head of the school will state the accident and send it to the relevant medical insurance centre.

If the student is living on the premises where he is working as a trainee, any accident linked to the activities of the host company will be covered under the terms of legislation on accidents at work. This cover does not extend, however, to accidents that have no link with the company's activities.

Article 9: liability and insurance

The head of the school will take out insurance cover for the student's third party liability for any damage that he may cause during the period he is a trainee working in the foreign company.

Damage that occurs outside of the host company and during activities that are external to the work are not covered either by legislation on accidents at work or by the aforementioned insurance cover taken out by the head of the school. Consequently, it is the families' responsibility to take out insurance to cover both the damage caused by students and any damage that they may suffer from.

Article 10: discipline

The head of the school and the representative from the host company or organisation will keep each other mutually informed of any difficulty (particularly linked to absence on the part of the student) that may arise from application of this agreement and they will take, by mutual agreement and in liaison with the teaching staff, *any measure that may prove necessary, which may go as far as sending the student home*, particularly in case of lack of discipline. If this should occur, it will be up to the school to pay for the cost of the student's journey home; this amount may then be claimed back from the student's parents, when applicable.

Article 11: training periods during school holidays

These provisions are applicable to training periods in a workplace carried out in part during the school holidays prior to passing the examination; this is subject to regulations within the context of each specific field of learning and each diploma.

Article 12: duration of the agreement

This agreement is signed for the duration of the period worked in the workplace, as defined in the pedagogical appendix.

Article 13: approval from the board

This agreement complies with the standard agreement approved by the board of the school on (date).

TRAINING ANNEX

Diploma or training course:

Student's first and last names: Class:

Date of birth:

Student's address in the foreign country:

Name of the teacher or teachers responsible for monitoring the student and for the subject taught:

Name of the tutor:

Position:

Dates of the training period:

1. Working hours: (to be filled in by the company)

	Detailed morning and afternoon working hours	Any comments
MONDAY		
TUESDAY		
WEDNESDAY		
THURSDAY		
FRIDAY		
SATURDAY		
SUNDAY		
	Weekly total	

Night work for older students over 18: the student is allowed/the student is not allowed to work at night time from to (to be authorized by the head teacher or the principal of the school)

2. Planned activities in the workplace linked to the curriculum:

(to be filled in by the teaching staff)

3. Practical activities to be carried out in the host company or organisation:

(to be filled in by the company tutor)

4. Arrangements for monitoring and assessing:

5. Recognition of work placement:

(Attendance certificate, assessment sheet, training course report, continual assessment, Europass-training certificate, Europro certificate...)

FINANCIAL APPENDIX

Student's first and last names:	Class:
---------------------------------	--------

ACCOMMODATION

The host company or organisation will cover accommodation expenses: YES - NO
Actuals or fixed rate amount:

MEALS

The host company or organisation will cover the cost of meals: YES - NO
Actuals or fixed rate amount:

TRANSPORT (Please tick)

The student' will travel by:

☐ bus☐ car☐ train☐ other means of transport

The school will cover transport expenses: YES – NO
Actual or fixed rate amount:

The host company or organisation will cover transport expenses: YES – NO
Actual or fixed rate amount:

INSURANCE:

- School (for the student's vocational activities in the workplace)
- Student's family (for the student's activities that are not linked to the time spent in the professional environment)

SIGNATURES

Drawn up on (date)

Drawn up on (date)

Head of the host company or organisation
(signature and official stamp, when possible)

Head of the school

Read and understood on (date)

Read and understood on (date)

Legal representative for the student under the age of 18

The student

- ÜBEREINKUNFT -
PRAKTISCHE AUSBILDUNGSZEITEN IM AUSLAND FÜR SCHÜLER IN
BERUFSAUSBILDUNG VON NIVEAU V UND IV

Zwischen unten bezeichnetem Unternehmen (bzw. bezeichneter Institution) :

Name des Gastunternehmens oder der Gastinstitution :

Adresse des Gastgebers des Schülers :

Land :

Tätigkeitsgebiete des Unternehmens :

Telefonnummer :

Faxnummer :

Handelsregistereintrag (wenn erforderlich) :

E-Mail :

Vertreten durch (Name) :

Funktion :

und der Schule :

Name und Adresse:

Telefonnummer :

Faxnummer :

vertreten durch ihren Leiter (Name) :

E-Mail :

Zuständige Krankenkasse :

Angaben über den Schüler :

Vorname :

Name :

Geburtsdatum :

Staatsangehörigkeit :

Fachrichtung :

Privatadresse :

Dauer :

vom

bis zum

§ 1 : Gegenstand der Übereinkunft

Die vorliegende Übereinkunft betrifft das Absolvieren zu Gunsten des oben bezeichneten Schülers von praktischen Ausbildungszeiten im Ausland, die im Rahmen der beruflichen Schulausbildung durchgeführt werden.

Die Übereinkunft umfasst allgemeine und besondere Bestimmungen, die in den pädagogischen und finanziellen Anhängen umständlich dargelegt werden.

§ 2 : Modalitäten

Die pädagogischen Modalitäten der praktischen Ausbildungszeit werden im **pädagogischen Anhang** beschrieben.

Der **finanzielle Anhang** gibt Auskunft über die Kostenübernahme- und Versicherungsmodalitäten.

Die Übereinkunft samt ihren Anhängen wird vom Schulleiter und vom Vertreter des Gastunternehmens bzw. der Gastinstitution unterzeichnet. Sie wird ebenfalls vom Schüler unterschrieben bzw. von seinem gesetzlichen Vertreter, wenn er minderjährig ist. Darüber hinaus müssen die mit der Schülerbetreuung beauftragten Lehrer so wie der betriebliche Ausbilder von der Übereinkunft in Kenntnis gesetzt werden.

Die Übereinkunft wird dann zur Information an die Familie des Schülers geschickt.

§ 3 : Schülerstatus

Der als Praktikant tätige Schüler behält während seiner Ausbildung im beruflichen Umfeld seinen Schülerstatus. Er bleibt weiterhin unter der Autorität und Verantwortung des Schulleiters.

Er darf bei dem Unternehmen keinen Anspruch auf Gehalt erheben. Ihm kann eine Vergütung zugeteilt werden.

Der Praktikant wird in den Tätigkeiten des Unternehmens oder der Institution eingearbeitet, die zur pädagogischen Aktion direkt beitragen. Er ist verpflichtet, das Berufsgeheimnis zu achten.

Der Schüler fügt sich den allgemeinen Regeln, die im Gastunternehmen oder in der Gastinstitution gelten, vor allem in Bezug auf Sicherheit, Disziplin und Arbeitszeit, unter Vorbehalt der Bestimmungen der Paragraphen 4 und 5 der vorliegenden Übereinkunft.

§ 4 : Arbeitszeit

Alle als Praktikanten tätigen Schüler unterliegen den im Gastland geltenden gesetzlichen Tages- und Wochenarbeitszeiten.

§ 5 : Arbeitszeiten minderjähriger Schüler

Für minderjährige, in einem Mitgliedsstaat der Europäischen Union als Praktikant tätige Schüler gelten die Arbeits- und Ruhezeitbestimmungen der europäischen Richtlinie Nr. 94/33/CE vom 22. Juni 1994 über den Schutz jugendlicher Arbeitnehmer.

In den übrigen Ländern, wenn Tages- und Wochenarbeitszeiten für Minderjährige festgelegt sind, muss das Gastunternehmen oder die Gastinstitution diese Zeiten für die im Gastland als Minderjährige betrachteten Praktikanten gelten lassen.

Überstunden und Nacharbeit sind ihnen untersagt.

Es muss ihnen eine wöchentliche Ruhezeit von 2, wenn möglich aufeinanderfolgenden, Tagen zugestanden werden.

§ 6 : Aus Sicherheitsgründen für

Minderjährige verbotene Arbeiten

Bei Gebrauch von gefährlichen Maschinen, Apparaten oder Produkten durch die Praktikanten soll das Unternehmen die nach den Regeln des Gastlandes erforderlichen Genehmigungen einholen.

Für die in einem Mitgliedsstaat der Europäischen Union als Praktikanten tätigen Schüler gelten die die verbotenen Arbeiten betreffenden Bestimmungen der europäischen Richtlinie Nr. 94/33/CE vom 22. Juni 1994 über den Schutz jugendlicher Arbeitnehmer.

Die Schüler, die dazu befugt sind, gefährliche Maschinen, Apparate oder Produkte zu gebrauchen oder Arbeiten auszuführen, die ihnen normalerweise untersagt sind, dürfen diese Arbeiten nur mit Genehmigung und unter permanenter Kontrolle des betrieblichen Ausbilders ausführen.

In Ermangelung jeder Arbeitsschutzregelung im Gastland dürfen die Praktikanten unter 18 Jahren keine Arbeiten ausführen, die ihre Gesundheit oder Sicherheit gefährden.

§ 7 : Elektrische Sicherheit

Die als Praktikanten tätigen Schüler, die während ihrer Ausbildungszeit Arbeiten an elektrischen Anlagen oder Einrichtungen oder in deren Umfeld vornehmen sollen, werden gemäß den im Gastland geltenden Regeln dazu befugt.

Über die von der Schule erteilte Ausbildung über die elektrischen Risiken soll das Gastunternehmen über die mit ihren Anlagen verbundenen Gefahren informieren, und zwar vor jeder Intervention der Praktikanten an den jeweiligen Einrichtungen.

§ 8 : Arbeitsunfallschutz

Die Praktikanten stehen im Ausland weiterhin unter der französischen Gesetzgebung über Arbeitsunfälle.

Bei einem Unfall im Ausland benachrichtigt der als Praktikant tätige Schüler oder im Verhinderungsfall der betriebliche Ausbilder so schnell wie möglich den Schulleiter oder eine Kontaktperson. Nach Erhalt der Nachricht füllt der Schulleiter die Unfallmeldung aus und stellt sie der zuständigen Krankenversicherung zu.

Falls der Schüler am Praktikumsort untergebracht wird, wird jeder mit der Gastunternehmensstätigkeit verbundene Unfall durch die Rechtsvorschriften über Arbeitsunfälle gedeckt. Diese Deckung gilt hingegen nicht für Unfälle ohne Zusammenhang mit der Unternehmensstätigkeit.

§ 9 : Haftung und Versicherungen

Der Schulleiter schließt eine Versicherung ab, welche die zivilrechtliche Haftung des Schülers für Schäden deckt, die er während der Zeit oder anlässlich seines Praktikums im ausländischen Unternehmen verursachen kann.

Die Schäden, die außerhalb des Gastunternehmens oder bei Tätigkeiten eintreten, die mit den beruflichen Tätigkeiten nichts zu tun haben, werden weder durch die Arbeitsunfall-Rechtsvorschriften noch durch die vorgenannte, vom Schulleiter abgeschlossene Versicherung gedeckt. Infolgedessen ist von der Familie eine Versicherung abzuschließen, welche die von den Schülern sowohl verursachten als auch erlittenen Schäden deckt.

§ 10 : Disziplin

Der Schulleiter und der Vertreter des Gastunternehmens oder der Gastinstitution informieren sich gegenseitig über Schwierigkeiten (vor allem über Fehlzeiten des Schülers), die bei der Anwendung der vorliegenden Übereinkunft entstehen könnten, und treffen übereinstimmig und in Verbindung mit dem Lehrerkollegium die *notwendigen Maßnahmen, bis hin zur Ausweisung des Schülers*, im Besonderen beim Verstoß gegen die Disziplin. In diesem Fall kommt es der Schule zu, die Rückreisekosten zu übernehmen und danach deren Rückerstattung gegebenenfalls bei den Eltern einzufordern.

§ 11 : Ausbildungszeiten während der Schulferien

Die vorliegenden Bestimmungen gelten für Ausbildungszeiten im beruflichen Umfeld, die teilweise während der Schulferien vor Erlangung des Abschlusszeugnisses absolviert werden gemäss den Diplombestimmungen.

§ 12 : Dauer der Übereinkunft

Die vorliegende Übereinkunft wird für die Dauer der praktischen Ausbildungszeit im Unternehmen unterschrieben, wie sie im pädagogischen Anhang festgelegt ist.

§ 13 : Visum des Verwaltungsrats

Die vorliegende Übereinkunft entspricht der Standard-Übereinkunft, die vom Verwaltungsrat der Schule in der Sitzung vom gebilligt wurde.

PÄDAGOGISCHER ANHANG

Vorbereiteter Abschluss oder belegte Ausbildung:

Name und Vorname des Schülers :

Klasse :

Geburtsdatum :

Adresse des Schülers im Ausland :

Name(n) des(der) Lehrer(s), der (die) sich um die Betreuung kümmert(n) sowie unterrichtete Fachrichtung(en) :

Name des betrieblichen Ausbilders :

Funktion:

Daten der Ausbildungszeit :

1. Arbeitszeiten: (vom Unternehmen auszufüllen)

	Detaillierte Zeitangaben -Vormittag und Nachmittag-	Eventuelle Anmerkungen
MONTAG		
DIENSTAG		
MITTWOCH		
DONNERSTAG		
FREITAG		
SAMSTAG		
SONNTAG		
Wochenstundenzahl :		

Nacharbeit eines volljährigen Schülers. Dem Schüler X wird gestattet/wird nicht gestattet von Uhr bis Uhr zu arbeiten (der Entschluss darüber obliegt dem Schulleiter)

2. Im Unternehmen auszuübende Tätigkeiten, in Verbindung mit den Ausbildungszielen :

(vom LehrerKollegium auszufüllen)

3. Auszuführende Tätigkeiten im Gastunternehmen oder in der Gastinstitution :

(vom betrieblichen Ausbilder auszufüllen)

4. Bedingungen der Betreuung und der Absprache zwischen Lehrer und Ausbilder :

5. Modalitäten der Anerkennung des Betriebspraktikums:

(Anwesenheitsbescheinigung, Beurteilungsbogen, Praktikumsbericht, Beurteilung gemäß Prüfungsvorschriften zwecks Erlangung des Abschlusszeugnisses, Europass-Ausbildung-Bescheinigung, Europro-Bescheinigung usw.)

FINANZIELLER ANHANG

Name und Vorname des Schülers :	Klasse :
---------------------------------	----------

UNTERBRINGUNG

Das Gastunternehmen oder die Gastinstitution übernimmt die Unterbringungskosten: JA - NEIN

Ist- oder Pauschalbetrag :

VERPFLEGUNG

Das Gastunternehmen oder die Gastinstitution übernimmt die Verpflegungskosten: JA - NEIN

Ist- oder Pauschalbetrag:

TRANSPORT (Zutreffendes ankreuzen)

Der Schüler benutzt :

☐ Bus

☐ Privatwagen

☐ Zug

☐ andere Transportmittel

Die Schule übernimmt die Transportkosten: JA - NEIN

Ist- oder Pauschalbetrag:

Das Gastunternehmen oder die Gastinstitution übernimmt die Transportkosten: JA - NEIN

Ist- oder Pauschalbetrag:

VERSICHERUNGEN

- Schule (für die berufsbezogenen
Schülertätigkeiten im beruflichen Umfeld)
- Schülerfamilie (für die außerbetrieblichen
Tätigkeiten des Schülers während seiner
praktischen Ausbildungszeit)

UNTERSCHRIFTEN

Datum :

Datum :

**Zuständige Person im Gastunternehmen oder in der
Gastinstitution** (Unterschrift und Stempel)

Schulleiter (Unterschrift und Stempel)

Gesehen und zur Kenntnis genommen am
(Datum)

Gesehen und zur Kenntnis genommen am
(Datum)

Gesetzlicher Vertreter des minderjährigen Schülers

Schüler

CONVENIO
PERÍODOS DE FORMACIÓN EN EMPRESAS EN EL EXTRANJERO
DE LOS ALUMNOS CURSANDO CUARTO Y QUINTO CURSO DE
FORMACIÓN PROFESIONAL

Entre la empresa (u entidad) señalada a continuación :

Nombre de la empresa o de la entidad de acogida :

Dirección donde se acoge al alumno :

País :

Sector de actividad de la empresa :

N° teléfono :

N° fax :

NIF de la empresa (si es necesario) :

Correo electrónico :

Representada por : apellido

Función :

y el centro de enseñanza

Nombre y dirección :

N° teléfono :

N° Fax :

representado por el director del centro :

Correo electrónico :

CPAM (Caja Primaria de Seguro de Enfermedad) de la cual depende el centro :

A propósito del alumno :

Nombre :

Apellido :

Fecha de nacimiento :

Nacionalidad :

Carrera :

Dirección personal :

Duración :

del día

al día

Artículo 1 : objeto del convenio

Este convenio tiene por objeto la puesta en marcha, a beneficio del alumno susodicho, de períodos de formación en empresas llevados a cabo en el extranjero en el marco de la enseñanza profesional.

El convenio engloba disposiciones generales y disposiciones particulares constituidas por los anexos pedagógico y financiero.

Artículo 2 : modalidades

Las modalidades pedagógicas relativas al período de formación en empresas están definidas en el anexo **pedagógico**.

Las modalidades relativas a la aceptación de los gastos correspondientes a este período así como las relativas al seguro, están definidas en el anexo financiero.

El convenio junto con sus anexos, están firmados por el director del centro y por el representante de la empresa o de la entidad que acoge al alumno. Llevará también el visto bueno del alumno y, en caso de que éste fuese menor de edad, de su representante legal. Además, los profesores y el tutor encargado del seguimiento del alumno dentro de la empresa deben tener conocimiento del convenio. Después se transmitirá el convenio a la familia del alumno para su información.

Artículo 3 : estatuto del alumno

El alumno en período de prácticas sigue estando bajo estatuto escolar durante toda su estancia en la empresa. Queda bajo autoridad y responsabilidad del director del centro de enseñanza.

No puede aspirar a ninguna retribución dentro de la empresa. Sin embargo, se le puede entregar una gratificación.

El alumno en período de prácticas está asociado a las actividades de la empresa o de la entidad que concurren directamente a la acción pedagógica. Está sujeto a la obligación del secreto profesional.

Tiene que sujetarse al (queda sujeto al reglamento) reglamento interno de la empresa o de la entidad que le acoge, sobre todo en lo que atañe a la seguridad, a la disciplina y a los horarios, a reserva de las disposiciones señaladas en los artículos 4 y 5 del presente convenio.

Artículo 4 : duración del trabajo

Todos los alumnos en período de prácticas tienen que sujetarse a (quedan/están sujetos a) las duraciones de la jornada y de la semana laboral vigentes en el país que les acoge.

Artículo 5: duración y horarios laborales aplicables a los menores de edad

En lo que se refiere a los alumnos menores de edad que están en período de prácticas en un país de la Comunidad Europea, se aplican las disposiciones relativas a los períodos de tiempo laboral y de descanso de la directiva europea 94/33/CE del 22 de junio de 1994 a propósito de la protección de los jóvenes en el trabajo.

En los demás países, cuando existe una legislación respecto a las duraciones de la jornada y de la semana laboral de los menores de edad, la empresa o la entidad tiene que aplicar estas normas horarias a los alumnos en formación considerados como menores de edad en el país que les acoge.

Se les prohíben las horas extraordinarias así como el trabajo de noche.

Tienen que beneficiar de 2 días de descanso semanal, a ser posible consecutivos.

Artículo 6 : seguridad-trabajos prohibidos a los menores de edad

Si el alumno en formación tiene que utilizar máquinas, aparatos o productos peligrosos, la empresa queda obligada a pedir las autorizaciones necesarias en función de la normativa del país que acoge.

En lo que se refiere a los alumnos que están en período de prácticas en un país de la Comunidad Europea, se aplican las disposiciones relativas a las actividades prohibidas de la directiva europea 94/33/CE del 22 de junio de 1994 a propósito de la protección de los jóvenes en el trabajo.

Los alumnos que obtengan una autorización para utilizar máquinas, aparatos o productos peligrosos o para realizar trabajos normalmente prohibidos, tienen que realizar estas tareas sólo con la autorización y bajo la vigilancia permanente de su tutor.

En caso de no tener el país de destino una normativa de protección, los alumnos en formación menores de edad no

pueden efectuar trabajos que pongan en peligro su salud y su seguridad.

Artículo 7 : seguridad eléctrica

Los alumnos en formación que tuvieran que intervenir sobre instalaciones eléctricas o cerca de ellas a lo largo de su período de prácticas, tienen autorización de hacerlo en función de la legislación vigente en el país de destino.

Además de la formación sobre los riesgos eléctricos impartida por el centro de enseñanza, la empresa que recibe al alumno tiene que informarle de los riesgos particulares a sus instalaciones, y esto antes de cada actuación por parte de los alumnos en formación sobre tales instalaciones.

Artículo 8 : cobertura en caso de accidente laboral

Los alumnos en formación siguen beneficiando en el extranjero de la legislación francesa relativa a los accidentes laborales.

En caso de que ocurrirse un accidente laboral en el extranjero, el alumno en formación o, en caso de no ser posible, el tutor suyo, avisa a la mayor brevedad al director del centro de enseñanza o a la persona de contacto. En cuanto lo reciba, el director del centro de enseñanza establece la declaración de accidente y la transmite a la caja primaria de seguro de enfermedad competente.

En caso de que el alumno estuviera alojado en el lugar mismo de sus prácticas, todo accidente vinculado directamente a las actividades de la empresa que le acoge será cubierto según la legislación relativa a los accidentes laborales. Esta cobertura no es válida, sin embargo, para los accidentes que no estén en relación con la actividad de la empresa.

Artículo 9 : responsabilidad y seguros

El director del centro de enseñanza contrata un seguro que cubra la responsabilidad civil del alumno ante los daños que éste podría causar a lo largo de sus prácticas o con ocasión de su período de prácticas en la empresa externa.

Los daños que pudieran sobrevenir fuera de la empresa que acoge al alumno y durante actividades exteriores al oficio no están cubiertos ni por la legislación relativa a los accidentes laborales, ni por el seguro susodicho suscrito por el director del centro de enseñanza. Por lo tanto, corresponde a las familias suscribir un seguro que cubra tanto los daños causados como los sufridos por los alumnos.

Artículo 10 : disciplina

El director del centro y el representante de la empresa o de la entidad que acoge al alumno se mantendrán mutuamente al tanto de las dificultades (sobre todo las que estén relacionadas con las ausencias del alumno) que podrían surgir de la aplicación de este convenio y, de común acuerdo y en coordinación con el equipo pedagógico, tomarán las decisiones necesarias que pueden ir hasta el regreso del alumno, sobre todo en caso de incumplimiento de la disciplina. Corresponderá al centro, en tal caso, tomar a su cargo los gastos del regreso, le tocará después reclamar la devolución de estos gastos a los padres.

Artículo 11 : períodos de formación durante vacaciones

Las presentes disposiciones se aplican a los períodos de formación en empresa llevados a cabo en parte durante las vacaciones escolares anteriores a la obtención del diploma según las condiciones definidas en el reglamento particular del diploma preparado.

Artículo 12 : duración del convenio

El presente convenio está firmado por el período de formación en empresa definido en el anexo pedagógico.

Artículo 13 : visto bueno del consejo de administración

El presente convenio se ajusta al convenio-tipo aprobado por el consejo de administración del centro de enseñanza reunido el día

ANEXO PEDAGÓGICO**Diploma preparado o formación :**

Apellido y nombre del alumno | Curso

Fecha de nacimiento :

Dirección del alumno en el país extranjero :

Apellido del o de los profesores encargado(s) del seguimiento, y asignatura enseñada :

Nombre del tutor :

Función :

Fechas del período de formación :

1. Horarios de trabajo : (rellenado por la empresa)

	Horarios detallados por la mañana y por la tarde	Notas eventuales
LUNES		
MARTES		
MIÉRCOLES		
JUEVES		
VIERNES		
SÁBADO		
DOMINGO		
	Total semanal	

Trabajo de noche de un alumno mayor de edad : se autoriza / no se autoriza el alumno X a trabajar de noche, de tal hora a tal hora (el director del centro de enseñanza toma la decisión).**2. Actividades previstas en la empresa vinculadas con los objetivos de la formación :**

(a rellenar por el equipo pedagógico)

3. Actividades que deben llevarse a cabo dentro de la empresa o de la entidad que acoge al alumno:

(a rellenar por el tutor en empresa)

4. Modalidades de seguimiento y de concertación entre profesor y tutor :**5. Modalidades de convalidación de la formación en empresa :**

(certificado de presencia, ficha de evaluación, informe de calificación de período de prácticas, evaluación tomada en cuenta para la obtención del diploma en función del reglamento del examen, certificado Europass-formación, certificado Europro...)

ANEXO FINANCIERO

Apellido y nombre del alumno	Curso
------------------------------	-------

ALOJAMIENTO

La empresa o la entidad que acoge al alumno se hace cargo de los gastos de alojamiento : SÍ – NO
 Importe real o a tanto alzado :

RESTAURACIÓN

La empresa o la entidad que acoge al alumno se hace cargo los gastos de restauración : SÍ – NO
 Importe real o a tanto alzado :

TRANSPORTE (Poner una cruz)

El alumno utiliza :

- ☐ el autobús
☐ su coche

- ☐ el tren
☐ otro medio de transporte

El Instituto de enseñanza secundaria toma a su cargo los gastos de transporte : SÍ – NO
 Importe real o a tanto alzado :

La empresa o la entidad que acoge al alumno toma a su cargo los gastos de transporte : SÍ – NO
 Importe real o a tanto alzado :

SEGUROS :

- Centro escolar (para las actividades profesionales del alumno en la empresa)

- Familia del alumno (para las actividades del alumno no vinculadas a su período de prácticas en empresa)

FIRMAS

Firmado, el

Firmado, el

**El responsable de la empresa
 o de la entidad que acoge** (firma y sello)

El director del centro de enseñanza :

Visto y leído, el

Visto y leído, el

El representante legal del alumno menor de edad

El alumno

CONVENZIONE
PERIODI DI FORMAZIONE ALL'ESTERO IN AMBIENTE PROFESSIONALE
PER GLI STUDENTI IN FORMAZIONE PROFESSIONALE DI LIVELLI V E IV

Tra l'azienda (o l'ente) di seguito designata(o):

Nome dell'azienda o dell'ente di accoglienza:

Indirizzo del luogo di accoglienza dello studente:

Paese:

Settore di attività dell'azienda:

N. telefono:

N. fax:

N. iscrizione dell'azienda (se necessario):

E-mail:

Rappresentata da: nome

Funzione:

e l'Istituto

Nome e indirizzo:

N. telefono:

N. fax:

Rappresentato dal Preside:

E-mail:

Cassa Malattia da cui dipende l'istituto:

Riguardo lo studente:

Nome:

Cognome:

Data di nascita:

Nazionalità:

Sezione:

Indirizzo personale:

Per la durata:

dal

al

Articolo 1: Oggetto della convenzione

La presente convenzione ha come oggetto la realizzazione, a beneficio dello studente designato, di periodi di formazione in ambiente professionale realizzati all'estero nell'ambito dell'insegnamento professionale.

La convenzione comprende clausole generali e clausole particolari costituite dagli allegati pedagogico e finanziario.

Articolo 2: Modalità

Le modalità pedagogiche del periodo di formazione in ambiente professionale sono definite nell'allegato **pedagogico**.

Le modalità di gestione delle spese afferenti il periodo e le modalità assicurative sono definite nell'allegato **finanziario**.

La convenzione, unitamente ai suoi allegati, è firmata dal Preside dell'istituto e dal rappresentante dell'azienda o dell'ente di accoglienza dello studente. Essa è anche firmata dallo studente e, se è minore, dal suo rappresentante legale. Essa deve inoltre essere portata a conoscenza degli insegnanti e del tutore dell'azienda incaricati del controllo dello studente.

La convenzione viene poi inviata alla famiglia per informazione.

Articolo 3: Statuto dello studente

Durante la formazione in ambiente professionale, lo studente tirocinante resta sotto lo statuto scolastico, sotto l'autorità e la responsabilità del Preside dell'istituto scolastico.

Lo studente tirocinante non può pretendere nessuna remunerazione dall'azienda. Eventualmente può essergli versata una gratifica.

Lo studente tirocinante è associato alle attività dell'azienda o dell'ente di accoglienza che concorre direttamente all'azione pedagogica. E' tenuto al rispetto del segreto professionale.

E' sottoposto alle regole generali vigenti nell'azienda o nell'ente di accoglienza, in particolare in materia di sicurezza, di disciplina e di orari, fatte salve le disposizioni degli articoli 4 e 5 della presente convenzione.

Articolo 4: Durata di lavoro

Tutti gli studenti tirocinanti sono sottoposti alla durata di lavoro quotidiana e settimanale legale vigente nel paese di accoglienza.

Articolo 5: Durata e orari di lavoro dei minori

Agli studenti tirocinanti minori in un paese dell'Unione Europea vengono applicate le disposizioni relative ai tempi di lavoro e di riposo della Direttiva europea 94/33/CE del 22 giugno 1994 sulla protezione dei giovani sul posto di lavoro.

Negli altri paesi, quando sono definite durate quotidiane e settimanali di lavoro per i minori, l'azienda o l'ente di accoglienza devono applicare tali durate ai tirocinanti considerati minori nel paese di accoglienza.

Le ore supplementari e il lavoro di notte sono vietati ai tirocinanti. Essi devono beneficiare di un riposo settimanale di 2 giorni, se possibile consecutivi.

Articolo 6: Sicurezza – Lavori vietati ai minorenni

In caso di uso di macchine, apparecchi o prodotti pericolosi da parte di studenti tirocinanti, l'azienda è tenuta a chiedere le autorizzazioni necessarie secondo la regolamentazione del paese di accoglienza.

Agli studenti tirocinanti in un paese dell'Unione Europea vengono applicate le disposizioni relative ai lavori vietati della Direttiva europea 94/33/CE del 22 giugno 1994 sulla protezione dei giovani sul posto di lavoro.

Gli studenti autorizzati ad usare macchine, apparecchi o prodotti pericolosi o ad effettuare lavori che normalmente sono loro vietati devono effettuare tali compiti esclusivamente con l'autorizzazione e sotto il controllo permanente del tutore.

In assenza di regolamentazione protettrice del paese di accoglienza, i tirocinanti di meno di diciotto anni non possono

effettuare lavori che mettano in gioco la loro salute e la loro sicurezza.

Articolo 7: Sicurezza elettrica

Gli studenti tirocinanti che, durante la loro formazione, devono intervenire su installazioni e apparecchi elettrici o nelle loro vicinanze, vi sono autorizzati secondo la regolamentazione vigente nel paese di accoglienza.

Oltre alla formazione ai rischi elettrici assicurata dall'istituto scolastico, l'azienda di accoglienza deve fornire una formazione sui rischi relativi alle proprie installazioni, prima di qualsiasi intervento dei tirocinanti sulle apparecchiature in questione.

Articolo 8: Copertura degli incidenti del lavoro

All'estero, i tirocinanti continuano a beneficiare della legislazione francese sugli incidenti del lavoro.

In caso di incidente all'estero, lo studente tirocinante o, in caso di impossibilità, il tutore, avvisa nel più breve tempo possibile, il Preside dell'istituto scolastico o la persona di contatto. Al momento del ricevimento della comunicazione, il Preside dell'istituto prepara la dichiarazione di incidente e la invia alla Cassa Malattia competente.

Se lo studente alloggia sul luogo dello stage, qualsiasi incidente legato alle attività dell'azienda di accoglienza sarà coperto secondo la legislazione sugli incidenti del lavoro. Tale copertura non vale, invece, per gli incidenti senza alcun qualsiasi legame con l'attività dell'azienda.

Articolo 9: Responsabilità e assicurazioni

Il Preside dell'istituto scolastico sottoscrive un'assicurazione che copre la responsabilità civile dello studente per i danni che egli potrebbe causare durante la durata o in occasione del suo stage nell'azienda straniera.

I danni verificatisi al di fuori dell'azienda di accoglienza e durante attività esterne alla professione non sono coperti né dalla legislazione sugli incidenti del lavoro né dall'assicurazione sopracitata sottoscritta dal Preside dell'istituto scolastico. Di conseguenza, spetta alle famiglie sottoscrivere un'assicurazione che copra sia i danni causati agli studenti che quelli da essi subiti.

Articolo 10: Disciplina

Il Preside dell'istituto e il rappresentante dell'azienda o dell'ente di accoglienza dello studente si terranno reciprocamente informati sulle difficoltà (in particolare su quelle legate alle assenze dello studente) che potrebbero insorgere dall'applicazione della presente convenzione e prenderanno, di comune accordo e in collegamento con l'équipe pedagogica, le disposizioni *necessarie che potranno arrivare fino al ritorno a casa dello studente*, in particolare in caso di mancato rispetto della disciplina. In tal caso, spetterà all'Istituto farsi carico delle spese afferenti al ritorno, con la possibilità in seguito di chiedere, eventualmente, il rimborso ai genitori.

Articolo 11: Periodi di formazione durante le vacanze

Le presenti disposizioni sono applicabili ai periodi di formazione in ambiente professionale effettuati in parte durante le vacanze scolastiche precedenti all'ottenimento del diploma secondo le modalità del regolamento del diploma.

Articolo 12: Durata della convenzione

La presente convenzione è firmata per la durata del periodo in ambiente professionale definito nell'allegato pedagogico.

Articolo 13: Visto del Consiglio di Amministrazione

La presente convenzione è conforme alla convenzione tipo approvata dal Consiglio di Amministrazione dell'Istituto del... .

ALLEGATO PEDAGOGICO**Diploma preparato o formazione seguita:**

Cognome e nome dello studente:

Classe:

Data di nascita:

Indirizzo dello studente nel paese straniero:

Nome del o dei professori incaricati di assicurare il controllo e la disciplina insegnata:

Nome del tutore:

Funzione:

Date del periodo:

1. Orari di lavoro: (da compilare a cura dell'azienda)

	Orari dettagliati mattino e pomeriggio	Note
LUNEDÌ		
MARTEDÌ		
MERCOLEDÌ		
GIOVEDÌ		
VENERDÌ		
SABATO		
DOMENICA		
	Totale settimanale	

Lavoro di notte di un allievo maggiorenne : tallievo éconsentito/non é consentito a lavorare di notte dalle ore.....alle ore.....(secondo la decisione del direttore)**2. Attività previste in ambiente professionale collegate agli obiettivi della formazione:**

(da compilarsi a cura dell'équipe pedagogica)

3. Attività da realizzare nell'azienda o nell'ente di accoglienza:

(da compilarsi a cura del tutore dell'azienda)

4. Modalità di controllo e di concertazione professore / tutore:**5. Modalità di riconoscimento della formazione in azienda:**

(attestato di presenza, scheda di valutazione, rapporto di stage, valutazione valida per l'ottenimento del diploma secondo il regolamento dell'esame, attestato Europass-formazione, attestato Europro...)

ALLEGATO FINANZIARIO

Cognome e nome dello studente:	Classe:
--------------------------------	---------

ALLOGGIO

L'azienda o l'ente di accoglienza si fanno carico delle spese di alloggio: SI - NO
Importo reale o forfetario:

VITTO

L'azienda o l'ente di accoglienza si fanno carico delle spese di vitto: SI - NO
Importo reale o forfetario:

TRASPORTO (barrare con una crocetta)

Lo studente usa:

- ☐ l'autobus
☐ la sua macchina

- ☐ il treno
☐ altro mezzo

L'istituto scolastico si fa carico delle spese di trasporto: SI – NO
Importo reale o forfetario:

L'azienda o l'ente di accoglienza si fanno carico delle spese di trasporto: SI - NO
Importo reale o forfetario:

ASSICURAZIONI:

- Istituto scolastico (per le attività professionali dello studente in ambiente professionale)

- Famiglia dello studente (per le attività dello studente non legate al suo periodo in ambiente professionale)

FIRME

..... (data)

..... (data)

**Il responsabile dell'azienda
o dell'ente di accoglienza** (firma e timbro)

Il Preside dell'istituto scolastico

Per presa visione, il (data)

Per presa visione, il (data)

Il rappresentante legale dello studente minore

Lo studente